



Françoise Roche
Secrétaire générale

5, rue Clisson 75013 PARIS 0684572075 / T F 0153940753
FR41@wanadoo.fr/gc.roche@orange.fr
www.snca-nat.fr

Lettre ouverte

*au Président de la République,
au Premier Ministre,
au Ministre de l'Education Nationale,
aux autres ministres concernés
par les Etats Généraux de la sécurité à
l'Ecole,
aux membres de ces **Etats Généraux.***

La violence scolaire est un problème récurrent depuis plus de vingt ans. Il ne s'agit pas, bien sûr, de la violence, ou agressivité juvénile, des cours de récréés telle qu'elle a été constatée depuis que les cours de récréation unisexes ou mixtes existent. Il s'agit de la violence, qui par les formes qu'elle revêt, s'en prend directement à l'institution de l'Ecole publique, et met en danger d'abord les élèves, ensuite ceux qui les encadrent.

Le SNCA e.i.L. Convergence, créé en 2001, émane directement d'AUTREMENT POUR LA FSU qui, de 1993 à 2001 a participé, quoique dans l'opposition, à la direction nationale de la FSU, quand les secrétaires généraux en étaient, successivement ou concomitamment, Michel DESCHAMPS, Daniel LE BRET, Monique VUAILLAT et Pierre DUHARCOURT.

A l'époque, les « sauvageons » de CHEVENEMENT existaient déjà et terrorisaient par différents moyens, dont les sévices physiques, psychologiques et les exactions liées au racket, certains de leurs camarades. AUTREMENT l'a dit à haute voix dans les instances de la FSU et, pour l'avoir dit, ses membres se sont fait traiter de « fascistes ».

Ceux qui les injuriaient ainsi ou les laissaient se faire injurier de la sorte, étaient les membres de la majorité de la FSU, c'est-à-dire les membres de la tendance U&A, Unité et Action, proche du PCF, et de la tendance EE, Ecole Emancipée, ouvertement trotskiste dans la mouvance de l'ex-Ligue Communiste.

Ces gens-là, nos camarades de la majorité fédérale, avaient un autre point commun entre eux qui les opposait également à AUTREMENT POUR LA FSU : ils prônaient la « laïcité ouverte », autant dire pas de laïcité du tout.

Le SNCA e.i.L. Convergence l'a écrit et dit à de nombreuses reprises : **la violence entre à l'Ecole, s'y installe et s'y déploie quand la laïcité en est chassée.***

La violence, ou les incivilités, terme dont la bienséance vise à édulcorer la réalité, commence avec l'absentéisme à répétition qui n'a rien à voir avec la poétique école buissonnière des arrière grands oncles des collégiens et lycéens d'aujourd'hui. Elle s'exprime aussi par la contestation du maître dont l'autorité, le savoir, la méthode, l'évaluation sont critiqués non seulement par certains élèves mais également par leurs parentèles ... Dans bien des cas, cette contestation a commencé par la mise en cause des programmes dont le contenu ne cadrerait pas avec les critères cognitifs de certains groupes communautaristes.

Cette violence s'est trouvée confortée par une attitude particulièrement stupide de la hiérarchie et de l'autorité de tutelle de l'institution scolaire, qui, mettant l'élève au centre de l'Ecole, a estimé que chaque fois que celui-ci posait problème par son comportement, c'était parce que le maître ne savait pas s'y prendre. La vérité oblige à dire que les grandes organisations syndicales du secteur éducatif, FSU, SE-UNSA, SGEN-CFDT ont obligeamment prêté leur concours à cette niaiserie et à cette perversion.

L'institution s'est ainsi dérobée devant sa triple responsabilité : vis-à-vis de l'élève qui n'est pas à l'école pour accoucher d'un savoir inné qu'il aurait en lui et dont il prendrait ludiquement conscience, mais pour apprendre et travailler pour apprendre ; vis-à-vis des maîtres qui se sont sentis seuls coupables des manquements auxquels se livraient certains de leurs élèves ; vis-à-vis de la société qui attend que l'Ecole Publique transmette les valeurs de la République aux générations sans cesse renouvelées qu'elle accueille dans ses établissements, ce qui signifie que l'Ecole n'est pas une « garderie »..

L'idée que l'Ecole doit être un sanctuaire n'est pas mauvaise en soi, s'il s'agit d'en faire le lieu où les groupes de pression ne sont pas admis à pénétrer. Cela, c'est la quintessence même de **la laïcité, expression de l'intérêt général, celui du peuple souverain.**

Mais si le « sanctuaire » doit être un isolat autarcique où les problèmes se règlent à l'interne, cela est une autre absurdité.

L'Ecole de la République, n'est pas neutre : elle est laïque. Par cela même, elle ne doit pas être coupée des autres institutions républicaines lorsqu'elle doit affronter des problèmes qui mettent en question la République elle-même.

L'absentéisme, la mise en cause du contenu des programmes, le mépris de l'autorité de l'adulte, enseignant ou non, mais membre de l'équipe éducative, l'irrespect à l'encontre de l'autre, condisciple ou personnel, le recours à la force pour imposer le point de vue de certains élèves et de leurs familles, les dégradations commises sur les meubles et immeubles scolaires sont autant de façons de nier le bien fondé de l'Ecole de la République, des principes qui la justifient et des valeurs qu'elle a la mission de transmettre.

Le SNCA e.i.L. Convergence tire de ses mandats l'exigence qu'il formule ainsi :

- **Pour ramener la sérénité dans l'Ecole publique il faut y restaurer la laïcité,** c'est-à-dire le respect de l'intérêt général. Si l'Ecole reste par son actuel système d'orientation socio-ethno-culturel, un agent de l'aggravation des inégalités sociales, non seulement elle faillit à sa mission, mais elle produit l'un des arguments de la violence scolaire.
- Pour lutter contre la violence qui la gangrène, l'institution scolaire doit s'appuyer sur la solidarité républicaine des autres institutions. C'est pourquoi il faut mettre en place, et réunir chaque fois que cela est nécessaire, le Conseil des Droits et Devoirs des Familles, prévu par la loi du 5 mars 2007. Ce Conseil des Droits et Devoirs des Familles n'a pas été promu par ceux-là mêmes qui l'ont inscrit dans la loi et l'ont voté. Il s'agit là d'un grave dysfonctionnement tant du législatif que de l'exécutif qui laissent inopérantes les dispositions qu'ils ont pourtant prises, ce qui les implique fortement dans la pérennité de la violence scolaire.

- Le Conseil des Droits et Devoirs des Familles doit fonctionner dans un esprit républicain, c'est-à-dire être toujours un outil pédagogique visant l'ensemble des acteurs de la vie sociale.

Le SNCA e.i.L. Convergence estime que la République ne doit ni ne peut tolérer que la violence défigure son Ecole et décourage ceux qui en attendent instruction, éducation, formation et qualification. Il ne se fait pourtant pas beaucoup d'illusion sur la volonté d'aboutir d'Etats Généraux dont l'expertise des membres sur le sujet de la sécurité scolaire est diverse pour ne pas dire divergente ... Toutefois, il a estimé de son devoir d'apporter sa contribution à ces Etats Généraux et à leurs suites.

SFDB, le 7 avril 2010

La secrétaire générale
Françoise Roche

** Voir en particulier in **BAC** n° 34, la motion générale du Congrès de Langres, 1^{ère} partie, p. 2 « Violence et laïcité »*